

Haïti est en proie à une crise humanitaire sans précédent

Ravagée par la violence des gangs qui terrorisent des communautés entières, laissant derrière eux « la désolation et la peur », Haïti est en proie à une crise humanitaire sans précédent, a alerté vendredi une agence des Nations Unies.

Par Le Nouvelliste

18 oct. 2024 |



La violence exercée par les gangs armés a forcé Plus de 700 000 personnes à fuir leurs maisons, générant une « crise de déplacement massive », surtout dans la partie ouest de la capitale, Port-au-Prince a constaté l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a augmenté de 22 % depuis juin, lorsque le nombre de déplacés internes était de 570 000.

Depuis le début de l'année 2024, la violence liée aux gangs a coûté la vie à plus de 3 600 personnes, et il y a tout juste deux semaines, « une attaque brutale dans la ville de Pont-Sondé a coûté la vie à au moins 115 autres personnes innocentes ».

5,5 millions de Haïtiens ont un besoin urgent d'aide humanitaire

« Enfants, mères, pères et personnes âgées, personne n'a été épargné. Ils fuient avec tout ce qu'ils peuvent emporter, perdant souvent tout sur leur passage, y compris le sentiment de sécurité que nous méritons tous », a déclaré lors d'un point de presse régulier de l'ONU à Genève, Kennedy Omondi, porte-parole de l'OIM.

En 2024, la population touchée a commencé à fuir de plus en plus la capitale. Actuellement, plus de 70 % des personnes déplacées vivent en dehors de Port-au-Prince. Plus de la moitié des personnes déplacées sont des enfants et les besoins humanitaires sont « énormes ».

La majorité des déplacées sont hébergées par des familles d'accueil, souvent dans « des conditions de promiscuité et d'appauvrissement ».

« Ces communautés d'accueil sont les héros méconnus de cette crise, mais elles luttent elles aussi sous le poids des immenses besoins - pénuries alimentaires, infrastructures de santé débordées et ressources en baisse », a ajouté M. Omondi.

Avec ces mouvements de populations, près de la moitié de la population haïtienne, soit 5,5 millions de personnes, a un besoin urgent d'aide humanitaire. Dans ce climat d'insécurité, l'insécurité alimentaire est montée en flèche et 5,4 millions d'Haïtiens « luttent chaque jour pour se nourrir et nourrir leur famille ».

Un déficit de financement de plus de 35 millions de dollars américain

Les services de santé se sont effondrés, les écoles ont été forcées de fermer et les services de base qui assurent la cohésion d'une société sont désormais quasiment inexistant dans de nombreuses régions du pays.

Mais malgré les efforts des organisations internationales, la crise s'aggrave et les besoins augmentent plus rapidement que les ressources disponibles.

Nouvel assaut des gangs à Port-au-Prince

La région métropolitaine de Port-au-Prince subit un nouvel assaut des groupes criminels au niveau de plusieurs quartiers cette semaine. Les attaques ont débuté dans la soirée du 16 octobre 2024 à la rue Magloire Ambroise. Des témoins rapportent au Nouvelliste que des malfrats ont fait intrusion dans ce secteur, incendiant des maisons et chassant les riverains. Au moins une personne, un motard, a été tué au cours de l'attaque.

Le 17 février, des bandits au centre-ville de Port-au-Prince ont écourté une cérémonie de commémoration des 218 ans de l'assassinat de Jean-Jacques Dessalines. Des tirs nourris ont contraint les membres du Conseil présidentiel de transition et des grands commis de l'État à vider les lieux après avoir fait une offrande florale au Musée du panthéon national haïtien (MUPANAH). La tension au niveau du Champ de Mars a également contraint le gouvernement à déplacer, à l'École de la magistrature, la cérémonie de prestation de serment des membres du CEP initialement prévue à la Cour de cassation ce 18 octobre.

Toujours le 17 octobre, des membres du gang de Bel-Air ont lancé une nouvelle attaque contre les quartiers de Solino et de Delmas 24. Les bandits, a appris Le Nouvelliste, ont profité de l'absence des policiers régulièrement cantonnés dans la zone pour s'en prendre aux riverains. Plusieurs maisons ont été incendiées à la rue Anglade. Au moins une jeune fille a été tuée d'une balle à la tête alors qu'elle regardait la télé. Les attaques se sont poursuivies ce vendredi et des agents de la PNH et des soldats des FADH ont été déployés pour y ramener l'ordre.



La commune de Tabarre a été également la cible d'attaques criminelles le 17 octobre. Des dizaines de bandits armés de fusils automatiques ont fait chanter la poudre notamment à Tabarre 27, ce qui a provoqué une énorme panique dans cette zone. Des riverains ont dû fuir leurs maisons. Certaines habitations ont été incendiées. On ignore pour l'heure s'il y a des victimes au sein de la population.

Ces attaques surviennent dans un contexte d'appel à la mobilisation contre le pouvoir en place par l'ancien rebelle Guy Philippe. Ce dernier a multiplié les appels à la manifestation. Alors qu'il se trouvait dans la Grand'Anse le 17 octobre, celui qui a été condamné pour blanchiment des avoirs en lien avec le trafic de drogue a appelé à la prise d'armes contre l'actuel exécutif dirigé par un Conseil présidentiel et le Premier ministre Garry Conille.

Déportations massives : le Service Jésuite aux migrants appelle à l'aide

Par [Valéry Félix](#)

16 oct. 2024 lenouvelliste.com

Des agents de l'immigration dominicaine en train d'ouvrir la partie arrière d'un camion transportant des migrants haïtiens

Patrice Noel

×



Le processus de déportations massives de ressortissants haïtiens qui s'intensifie depuis début octobre par l'administration du président dominicain Luis Abinader continue d'attirer et de susciter des préoccupations de responsables d'organisations locales travaillant dans le domaine de la protection des migrants sur le terrain. En effet, dans une lettre ouverte en date du 16 octobre 2024 portant la signature du père Germain Clerveau, directeur national du Service jésuite aux

migrants (SJM-HAÏTI/Solidarite Fwontalye), lance un appel à l'aide afin de soutenir les Haïtiens déportés.

"Nous lançons aujourd'hui un appel pressant à l'aide, face à une crise migratoire sans précédent qui frappe notre pays, Haïti. Suite à l'annonce du président dominicain Luis Abinader de déporter 10 000 migrants haïtiens chaque semaine, la situation s'aggrave : chaque jour, entre 600 et 800 migrants affluent à Ouanaminthe, à la frontière nord, cherchant désespérément refuge et soutien", a écrit le SJM. Par ailleurs, il mentionne que ces personnes sont souvent déposées ou rapatriées à la frontière dans des conditions dégradantes et parfois très tard dans la nuit, après 20 heures, en violation des accords de 1999 et des droits de l'homme.

"Fort de 25 ans d'engagement, nous sommes dépassés par cette catastrophe humanitaire. Nous avons participé à des réunions de coordination avec des acteurs étatiques et mobilisé des jeunes pour accueillir dignement 30 personnes par jour. Cependant, notre capacité d'accueil de 90 personnes est largement insuffisante face à l'ampleur de la crise. Offrir un accueil digne va au-delà d'un abri : cela inclut des soins médicaux, des kits hygiéniques, de la nourriture, des vêtements et souvent des moyens de transport pour rejoindre leurs familles", informe la structure religieuse.

La solution au calvaire des Haïtiens refoulés sur le territoire national par les dirigeants dominicains n'est pas la seule question abordée par le Service jésuite aux migrants (SJM-HAÏTI/Solidarite Fwontalye) dans la note, il y a aussi la situation de tous ceux et toutes celles (des déplacés internes) fuyant la violence à Port-au-Prince et dans d'autres régions du pays et qui rejoignent les migrants cherchant refuge à Ouanaminthe qui mérite une meilleure prise en charge. Les personnes déportées par la République dominicaine sont plus de quatre mille depuis début octobre, informe le SJM.

"Avec d'autres acteurs de la société civile, depuis début octobre, nous avons accueilli 4 129 personnes, dont 2 842 hommes, 893 femmes, dont des femmes enceintes et 294 enfants (152 garçons et 142 filles)", informe-t-il dans la note.

"Votre aide est indispensable pour poursuivre notre mission d'accompagnement, de défense des droits et de dignité des migrants, souvent victimes d'abus et de violences. Unis, nous pouvons garantir un accueil respectueux et solidaire à ces personnes vulnérables. C'est ensemble que nous pouvons changer et sauver des vies", conclut la correspondance.